



# Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°278 - 26/10/2018



## ZOOM SUR...

### ... le secteur de la microfinance dans l'UMOA au 2<sup>nd</sup> trimestre 2018

A fin juin 2018, le nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) dans l'UMOA est estimé à 593 établissements, un chiffre stable par rapport à l'an passé.

A titre de comparaison, le système bancaire de l'UMOA comptait au 31 décembre 2016<sup>1</sup>, 138 établissements de crédit agréés.

Le taux brut de dégradation du portefeuille est en hausse. Il est mesuré à 8,9% contre 6,3% à fin juin 2017.

#### ❖ Accès des populations aux services financiers

L'accès des populations aux services financiers fournis par les institutions de microfinance a augmenté de 10,7% en glissement annuel.

Les bénéficiaires de ces services sont 15 M à fin juin 2018 contre 13,6 M en juin 2017.

L'évolution du secteur en termes d'inclusion financière est jugée relativement favorable par la BCEAO.

Ce taux reste 6 pts au-dessus de la norme généralement admise (3%).

### ... et le niveau de bancarisation en UMOA

D'après le dernier rapport de la BCEAO sur le système bancaire en UMOA, le taux de bancarisation, au sens strict<sup>2</sup>, est ressorti à 16,1% au 31 décembre 2016.

L'activité des établissements de crédit de l'UMOA s'est établie à 32 491,4 Mds FCFA (49,5 Mds EUR) à fin décembre 2016 (+15,2% par rapport à 2015)

**Les dépôts de la clientèle et les crédits octroyés ont augmenté en 2016 respectivement de 9,4% et de 12,6%.** La structure des crédits reste dominée par les concours à court terme dont la proportion s'est établie à 48,5% à fin 2016 contre 51,1% en 2015. Les crédits à long terme ne représentent que 4,8% de l'encours total des crédits en 2016.

La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'Union, sur la base du taux brut de dégradation, s'est améliorée de 0,6 pts pour se situer à 13,8% à fin décembre 2016.

Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est supérieur à la moyenne en Guinée-Bissau (31,8%), au Bénin (21,4%), au Niger (20,8%), au Togo (20,3%), au Sénégal (18,1%) et au Mali (17,6%).

Pays	Taux de bancarisation
BENIN	19,1%
BURKINA FASO	16,4%
COTE D'IVOIRE	19,7%
GUINEE-BISSAU	10,9%
MALI	13,6%
NIGER	6,3%
SENEGAL	18,5%
TOGO	22,8%

<sup>1</sup> Rapport T4 – 2017, dernier rapport disponible BCEAO

<sup>2</sup> Le taux de bancarisation au sens strict est calculé par la BCEAO sur la base de la population de plus de 15 ans, hors les comptes ouverts dans les systèmes financiers décentralisés, les émetteurs de monnaie électronique et les services financiers postaux.

### ACTUALITE REGIONALE

---

#### Introduction de Oragoup à la bourse régionale des valeurs mobilière d'Abidjan (BRVM)

Le groupe bancaire panafricain entend lever via cette opération environ 56,9 Mds FCFA (86,7 M EUR). A cet effet, il met en vente, du 29 octobre au 16 novembre 2018, 6 097 561 nouvelles actions par augmentation de capital et 7 785 445 actions existantes sur le marché secondaire, au prix de 4 100 FCFA l'unité. La totalité de ces actions représente 20% du capital du groupe, tandis que les autres actionnaires actuels du groupe garderont les 80% restants, dont ECP (Emerging Capital Partners) qui détient 50% des parts du groupe à ce jour. Pour mémoire, Oragroup est présent dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (Bénin, Burkina, Côte D'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) et dans quatre Zones monétaires (UEMOA, CEMAC, Guinée Conakry, Mauritanie).

### CAP-VERT

---

#### Le budget de l'Etat en augmentation de 90 M EUR pour 2019

Le ministre des Finances du Cap-Vert a présenté le projet de budget de l'Etat 2019. Basé sur une prévision de croissance de 4,5 à 5,5%, il est prévu à 71,5 Mds CVE (650 M EUR), soit une hausse de 10 Mds CVE (90 M EUR). Les salaires de la fonction publique devraient être augmentés de 2,2%, les retraites de 1,5 à 2%. Un allègement fiscal est prévu pour les entreprises, avec une baisse de l'impôt sur les sociétés de 25 à 22%, un taux de 5% pour les jeunes start-ups et de 2,5% pour les entreprises dans le secteur des TIC. La dette publique diminuerait, à 126,3% du PIB et le déficit public à 3%.

### GUINEE

---

#### Rapport sur l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2018

A fin juin 2018, sur un objectif semestriel de collecte de recettes budgétaires de 7294,2 Mds GNF (710 M EUR), [les autorités ont levé 7938,5 Mds GNF \(770 M EUR\) soit un taux de mobilisation de 104%](#). Ces recettes sont composées à 85% de recettes fiscales dont les bonnes performances en termes de collecte ont permis de compenser un montant de dons inférieur de près de la moitié au montant prévisionnel sur le semestre. Du côté des dépenses, les autorités ont exécuté 90,2% du budget. Les dépenses d'investissements, qui s'élèvent sur l'année à 8047,9 Mds GNF (780 M EUR) soit près de 40% du budget, ont été exécutées à un peu de moins 20% de l'objectif annuel. Le solde global sur le semestre apparaît positif à 1508,9 Mds GNF (150 M EUR soit 1,5% du PIB) alors que sur l'année, d'après la loi de finances pour l'année 2018, le déficit global devrait s'élever à 2,3% du PIB (2324,9 Mds GNF soit environ 230 M EUR).

#### Inflation à 10% au mois de juillet 2018

L'institut national de statistiques vient de publier les chiffres de l'inflation pour le mois de juillet 2018. [L'inflation s'est établie à 10,0% en glissement annuel \(contre 9,9% le mois précédent et 9% en juillet 2017\)](#). L'indice des produits frais a augmenté de 17,3% en g.a. quand celui de l'indice a progressé de 6,5%. Pour rappel, le FMI table sur une inflation en fin d'année à 8% contre une moyenne annuelle de 8,2%. En 2019, les pressions inflationnistes devraient légèrement ralentir à 8%. Les réserves internationales nettes du pays tendent à se reconstituer depuis 2017 et ont atteint 434,5 M USD à fin juin 2018 (contre 359 M USD un an auparavant) d'après les derniers chiffres de la Banque centrale de Guinée.

### BENIN

---

#### **L'expertise française toujours bienvenue au Bénin**

Les autorités béninoises viennent d'attribuer trois contrats à des bureaux d'études et cabinets d'architectes français. Il s'agit de : (i) Atelier 9.81 (Lille) pour le schéma directeur d'aménagement urbain d'Abomey-Calavi (banlieue de Cotonou) ; (ii) Arte Charpentier Architectes pour la maîtrise d'œuvre du projet de construction de la faculté des sciences économiques et de gestion de Ouidah ; (iii) Artelia pour la maîtrise d'œuvre du projet de construction de la plateforme agroalimentaire de l'agglomération du Grand Nokoué dans la perspective de la délocalisation du marché de Dantokpa.

### BURKINA FASO

---

#### **Création de la Confédération générale des entreprises du Burkina**

La Confédération générale des entreprises du Burkina (CGEB) vise à fédérer et capitaliser les expériences des entreprises afin de revitaliser le tissu économique. Un bureau national provisoire a été mis en place, présidé par Hamidou Ouédraogo. Cette structure ad-hoc couvrira les treize régions du pays et l'ensemble des secteurs d'activités. La CGEB proposera à ses membres un renforcement de capacités via des formations dispensées dans une école créée à cette occasion. La confédération souhaite notamment jouer un rôle de conseil auprès de ses membres, tant sur le plan financier, juridique, administratif que fiscal.

#### **Reprise des activités de la STFL**

Le ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement et le président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), ont procédé, le 19 octobre 2018, à Ouagadougou, à la signature d'un accord de prêt de 4,7 Mds (7 M EUR), pour le financement complémentaire du projet de construction de l'usine de transformation de tomates et de mangues créée en 2009 à Loumbila, dans la région du Plateau-Central, au nord-est de Ouagadougou. Ce financement permettra la reprise des activités de la Société de transformation des fruits et légumes (STFL) dont la capacité de transformation quotidienne est de 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangues.

#### **Le prochain programme américain MCC en bonne voie**

Une mission du programme *Millennium Challenge Corporation (MCC)*, conduite par le directeur pays, Mike Simsik, s'est rendue à Ouagadougou du 15 au 20 octobre pour le lancement officiel de la 4<sup>ème</sup> et dernière phase du processus de formulation du second Compact. Cette phase porte sur les études de faisabilité des trois projets que le Burkina a soumis au MCC, et prendra fin en septembre 2019. Pour rappel, il s'agit du projet de renforcement de l'efficacité dans le domaine de l'électricité (PREDEL), le projet accroissement de l'offre d'électricité moins coûteuse (PADOEL) et le projet réseaux et accès à l'électricité (PRAEL). Le coût total de ces trois projets est estimé à 489,1 Mds FCFA (746 M EUR), montant susceptible d'évoluer.

### COTE D'IVOIRE

---

#### **Lancement officiel des travaux de construction de quatre stades pour la CAN 2021**

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a procédé le 19 octobre au lancement officiel des travaux de construction et de réhabilitation de stades pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2021. Les investissements sont estimés à plus de 203 Mds de FCFA (309 M EUR). Les travaux du stade Ebimpé (60 000 places) au nord d'Abidjan sont à un niveau d'exécution de 60%, réalisés par l'entreprise chinoise Beijing construction engineering. L'entreprise Sogea-Satom (filiale de Vinci) a été désignée pour la construction du stade de Yamoussoukro (20 000 places) pour 86 M EUR. Deux

autres stades de 20 000 places chacun doivent être construits à San Pedro (sud-ouest) et à Korhogo (nord) par des entreprises chinoises (China national building material et China civil engineering construction). A Bouaké (centre), la deuxième ville du pays, l'actuel stade va être rénové et sa capacité portée de 25 000 à 40 000 places, par l'entreprise portugaise *Motar Engil*.

### **La BAfD approuve un prêt de 329,5 M EUR dans le cadre du financement du programme de développement urbain**

Le gouvernement ivoirien a initié un vaste programme intégré de développement urbain, évalué à 770 M EUR, qui met l'accent sur les infrastructures de transport. La BAfD s'est engagée à contribuer au financement de ce programme, à hauteur de 567 M EUR, soit 74% du coût total. Elle a également mobilisé des cofinancements de l'Agence japonaise de coopération internationale (8% du coût total) et du Fonds pour l'environnement mondial (1%). L'Etat ivoirien contribue à hauteur de 17%. Un premier prêt de 237,5 M EUR avait été approuvé par la BAfD en décembre 2016 pour financer les travaux du 4<sup>ème</sup> pont d'Abidjan (reliant les communes de Yopougon au du Plateau) lancés en juillet dernier. [Ce prêt complémentaire de 329,5 M EUR](#) qui permet à la BAfD de remplir son engagement, va permettre de transformer 88 km de voies menacées de saturation en autoroutes urbaines, et ainsi doubler la capacité d'écoulement du trafic. Le périphérique d'Abidjan appelé « rocade Y4 » (section nord) va également être aménagé, les feux tricolores de 90 carrefours vont être réhabilités et un système intelligent de contrôle du trafic va être installé.

### **Lancement du guichet unique électronique pour les investissements**

Le gouvernement a lancé le 18 octobre le portail *225 Invest Côte d'Ivoire* pour servir de point d'interaction à distance entre les investisseurs et l'administration. Ce portail électronique participe au vaste processus de dématérialisation des services publics en Côte d'Ivoire. Il vise à offrir toutes les informations pertinentes requises par les investisseurs. Il offre également la possibilité d'entrer en transaction avec les Services de l'Etat à travers plusieurs classes de services, telles que la création en ligne, le raccordement à l'électricité. Afin de sécuriser toutes les transactions qu'il permet, 225 Invest intègre la signature électronique et un agrégateur de paiement qui offre à l'investisseur un libre choix du canal de règlement des frais administratifs et devis relatifs à sa transaction.

## **GUINEE**

---

### **Relance du projet AIR MANO**

Des émissaires de l'Union du fleuve Mano, une organisation régionale ouest-africaine (formée par la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra-Leone et le Libéria), ont conclu le 18 octobre dernier à Conakry, un protocole d'accord avec le ministère guinéen des transports pour l'établissement d'une compagnie aérienne des pays membres à des fins de coopération et d'intégration. Les pays engagés sur ce projet sont la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Le siège de cette compagnie, qui a vocation à assurer les vols entre les pays ci-dessus cités, sera basé en Guinée.

## **MALI**

---

### **La BAfD accorde à la Banque de développement du Mali (BDM) un prêt de 30 M EUR**

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) vient d'approuver une ligne de crédit de 30 M EUR en faveur de la Banque de développement du Mali (BDM). Cette initiative vise à renforcer la capacité de la banque à octroyer des financements longs termes à sa clientèle pour répondre à leurs besoins d'investissement. Cette clientèle est constituée aussi bien de grandes entreprises que de petites et moyennes entreprises (PME) opérant dans des secteurs réputés être à haute intensité de main-d'œuvre, tels que l'agro-industrie et le logement social. L'opération va prendre en compte les priorités stratégiques de la BAfD en affectant près de 15% de la facilité des crédits aux femmes entrepreneurs. Pour mémoire, la BDM-SA enregistre un bilan de plus 1 Md EUR et compte parmi ses partenaires financiers : BMCE (Maroc - 32,4%), l'Etat du Mali (19,6%), la BOAD (16%), la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (21,3%) et des privés maliens (10,8%).

## **MAURITANIE**

---

### **Expansion de Global Group Algérie en Mauritanie et Afrique de l'Ouest**

Global Group Algérie à travers ses deux filiales Diaz Export et Diaz Invest vient de signer avec le groupe Mauritanien HB Bouchraya, deux conventions relatives : i) à la distribution des véhicules KIA Al Djazaïr de fabrication algérienne en Mauritanie et dans toute l'Afrique de l'Ouest et, ii) à l'établissement d'une zone de libre-échange à la frontière entre les deux pays et à la création d'une compagnie de transport dénommée « LOGAM » dont le siège sera établi dans la région de Bir Moghreïn, à 400 km des frontières algéro-mauritaniennes. Cette plateforme logistique a pour but de faciliter le transport et le stockage des produits algériens hors pétrole en Mauritanie et en Afrique de l'Ouest. Pour information, l'Algérie est le deuxième fournisseur africain de la Mauritanie.

## **NIGER**

---

### **La France octroie 10 M EUR au Niger pour appuyer son Programme économique et financier 2018**

La France, à travers l'Agence française de développement (AFD), s'est engagée à apporter son appui au Niger pour la mise en œuvre du Programme économique et financier 2018 du pays. Pour matérialiser cet engagement, le ministre des Finances du Niger, la directrice Afrique de l'Agence française de développement et la directrice générale du Trésor français ont une convention d'aide budgétaire pour un montant de 10 M EUR, soit 6,6 Mds FCFA. Cet appui de la France vise à soutenir la stabilisation macroéconomique et budgétaire du Niger en l'aidant à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés dans la réduction de la pauvreté et de la faim.

### **Nouvelle stratégie d'accès à l'électricité**

Le gouvernement a approuvé, le 19 octobre 2018, deux instruments pour le développement du secteur énergétique au Niger. Il s'agit de la Stratégie nationale d'accès à l'électricité (SNAE) et du Document de politique nationale de l'électricité (DPNE). La SNAE vise à doter le pays d'un référentiel pour le développement de l'électrification, avec à l'horizon 2035, un sous-secteur de l'électricité performant et viable financièrement. Quant au DPNE, il a pour objectif de doter le pays d'un instrument stratégique valorisant les ressources énergétiques nationales. Pour mémoire, le taux d'accès à l'électrification au Niger était de 12,1% en 2017.

### **Développement des services de communications électroniques**

Plusieurs projets de décret sur les services de communications électroniques et leur accès au Niger ont été signés au conseil des ministres : i) orientations et priorités en matière d'accès universel aux services des communications électroniques et options juridiques et institutionnelles, avec notamment la prise en compte des villages intelligents ; ii) modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques et iii) conditions générales d'interconnexion et d'accès. Ce dernier traite du découpage de la boucle locale pour permettre à d'autres opérateurs d'y avoir accès et favoriser la diversité d'offres concurrentes, la délivrance des licences pour les opérateurs mobiles virtuels et l'identification des marchés.

## **SENEGAL**

---

### **Lancement de la phase 2 du Programme d'urgence pour le développement communautaire (PUDC)**

Ce programme, estimé à 300 Mds FCFA (457 M EUR) dont le tiers sera attribué à la Casamance, sur la période 2019-2022, a pour ambition de contribuer au développement d'une économie locale y compris dans les régions reculées. Les travaux programmés dans le cadre de cette 2<sup>ème</sup> phase sont la construction : de la boucle des Kalounayes, des ponts de Baïlla et de Diouloulou ainsi que de 30 postes de santé, 41 forages, 110 km de pistes rurales ; et la mise en place de 284 équipements et plateformes de service multifonctionnels visant à l'allègement des travaux des femmes.

### **L'exploitation du phosphate de Thiès confiée à Avenir Limited**

Le gouvernement du Sénégal a octroyé un permis d'exploitation du phosphate dans la région de Thiès à Baobab Mining & Chemicals Corporation SA, une filiale de la société australienne Avenir

Limited. Ce permis est valable pour une durée maximale de 5 ans et renouvelable pour une ou plusieurs périodes de 5 ans maximum jusqu'à l'épuisement du gisement. La ressource minérale présumée dans la zone du permis est estimée à 247 Mt dont 16% de phosphate.

### **Nouveau Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (PNUAD)**

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Ba, et la Coordinatrice des Nations Unies au Sénégal, Priya Gajraj, ont présidé le 23 octobre la cérémonie de signature du nouveau PNUAD. Les ressources du PNUAD sur la période 2019-2023, sont estimées à 574 M USD et réparties dans les secteurs suivants : emploi (32%), santé (20%) et environnement (18%). 48% de ces ressources seraient déjà disponibles. Le nouveau programme interviendra sur 3 axes stratégiques de coopération : (i) la transformation structurelle de l'économie, (ii) le renforcement de l'offre d'infrastructures et des services sociaux de base et (iii) la gestion vertueuse des ressources publiques, la promotion de l'éthique, de la transparence, de la reddition des comptes et l'efficacité de la dépense publique.

### **Attribution provisoire du contrat d'affermage de l'hydraulique urbaine à Suez**

D'après les autorités sénégalaises, Suez s'est fait attribuer provisoirement, le 23 octobre, par l'Etat le marché d'affermage de l'hydraulique urbaine au Sénégal. L'affermage serait d'une durée de 15 ans. Le nouveau fermier sera une société sénégalaise avec des capitaux répartis à 45% pour le partenaire technique (Suez), 25% pour l'Etat, 20% pour des actionnaires privés sénégalais et 5% pour les salariés. L'attribution définitive pourrait intervenir d'ici fin novembre, avec l'objectif d'une passation au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## **EVENEMENTS**

---

### **BURKINA FASO**

---

#### **Inauguration de la Maison de la jeunesse et de l'innovation**

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, et son homologue burkinabè, Alpha Barry, ont procédé à l'inauguration, le 19 octobre 2018, de la Maison de la jeunesse et de l'innovation baptisée « La Ruche ». La Ruche accueillera France Volontaires, Campus France, le Campus de l'innovation de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Canal France international (CFI), ainsi qu'un espace « Tiers-lieu » pour faciliter les rencontres entre les organismes de recherche, les entreprises, les associations, mais aussi les étudiants, les innovateurs, les incubateurs, les financeurs et les artistes.

### **COTE D'IVOIRE**

---

#### **Journée mondiale de l'alimentation (JMA) célébrée le 16 octobre**

Avec pour thème « Agir pour l'avenir », la JMA souligne l'importance d'intensifier les efforts pour éradiquer la faim dans le monde. Les derniers chiffres indiquent que les cas de faim chronique (821 M dans le monde soit 1 personne sur 9) et de malnutrition sont en hausse depuis 3 ans. Les conflits, événements climatiques extrêmes, récessions économiques et hausse des cas de surpoids (1,9 Md d'adultes) et d'obésité (672 M d'adultes) compromettent les efforts accomplis jusque-là. La FAO et ses partenaires proposent des actions concrètes aux gouvernements, agriculteurs, secteurs privé et public (programmes de protection sociale, semences plus résistantes, soutien aux producteurs locaux, meilleures habitudes alimentaires).

#### Copyright

*Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à [abidjan@dgiresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgiresor.gouv.fr)).*

#### Clause de non-responsabilité

*Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*



**Auteur :**

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

**Adresse :**

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

<b>Indicateurs Pays (2017)</b>	<b>Bénin*</b>	<b>BF*</b>	<b>CV*</b>	<b>RCI**</b>	<b>Gambie*</b>	<b>Guinée**</b>	<b>GB**</b>	<b>Mali*</b>	<b>Mauritanie</b>	<b>Niger**</b>	<b>Sénégal**</b>	<b>Togo**</b>	<b>UEMOA*</b>	<b>ASS*</b>
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	<b>110,3</b>	<b>1 033</b>
<b>Macroéconomie</b>														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	<b>114,2</b>	<b>1 529,1</b>
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	<b>1 035</b>	<b>1 480</b>
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	<b>6,5</b>	<b>2,6</b>
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	<b>1,5</b>	<b>11</b>
<b>Finances Publiques</b>														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	<b>-5</b>	<b>-5</b>
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	<b>46</b>	<b>45</b>
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	<b>16</b>	-
<i>Risque Pays<sup>3</sup></i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
<b>Echanges</b>														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	<b>-3</b>	<b>-1</b>
<i>Exportations françaises vers<sup>4</sup></i> <i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	<b>3 404</b>	<b>13 457</b>
<i>Importations françaises depuis<sup>5</sup></i> <i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	<b>1247</b>	<b>9211</b>
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	<b>-6</b>	<b>-3</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>														
<i>IDH<sup>6</sup></i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business<sup>7</sup></i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>8</sup></i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>3</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>4</sup> Trade Map - 2016

<sup>5</sup> Trade Map - 2016

<sup>6</sup> PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

<sup>7</sup> Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

<sup>8</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque